

L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek

Guillaume Gamblin

Cambourakis, janvier 2019

218 pages, 20 €

Comment comprendre que Pinar Selek, considérée comme une des plus grandes intellectuelles turques contemporaines, auteure de nombreux écrits, dont plusieurs romans et livres de contes, de travaux universitaires de renommée internationale, se définissant comme « militante de la poésie », féministe, écologiste, antimilitariste et profondément pacifiste, continue à subir depuis vingt ans une interminable persécution politico-judiciaire de l'Etat turc ? Contrainte à l'exil en 2009, elle a obtenu la nationalité française en 2017, année où elle a été également élue au Comité central de la LDH. Malgré cela, elle continue de recevoir de fréquentes menaces de mort. Guillaume Gamblin, journaliste de la revue *Silence*, est l'auteur d'une atypique biographie, donnant toute sa place à la parole de Pinar Selek pour décrire ses multiples engagements, « son enthousiasme et son charisme plein de chaleur humaine et d'intelligence ». On y découvre les conditions de son enfance, heureuse et éveillée sur le monde, avec un grand-père cofondateur du Parti des travailleurs de Turquie, une mère pharmacienne très impliquée au quotidien dans des démarches soignantes solidaires, un père avocat et défenseur des droits humains, qui fut emprisonné pendant près de cinq ans après le coup d'Etat militaire de 1980 alors qu'elle avait 9 ans... Et aussi les débuts de ses talents



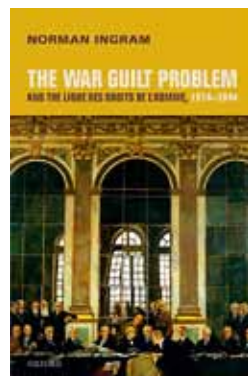
de conteuse, inventant chaque soir une nouvelle histoire pour sa jeune sœur, comme le faisait leur père avant la prison. Elle participe dès 1986 aux premières grandes manifestations pacifiques, et invente des démarches solidaires et créatives avec les enfants des rues pendant deux ans à Istanbul, avant de les étoffer par des études de sociologie à l'université d'Ankara...

Elle est arrêtée en juillet 1998, à 27 ans, suite à une enquête sociologique sur « L'histoire orale des militant.e.s kurdes ». Malgré deux semaines de tortures épouvantables, dont elle garde des séquelles, elle refuse de livrer à la police les noms des personnes interviewées. Elle est alors accusée d'un « attentat » au marché des épices d'Istanbul, prétexte pour la maintenir en prison plus de deux ans, avant que ne sortent les preuves indéniables qu'il s'agissait de l'explosion accidentelle d'une bouteille de gaz.

Malgré quatre acquittements pèse toujours la menace d'une condamnation à perpétuité. « Dans les pires moments, face aux tortionnaires des dictatures, il m'est arrivé d'avoir très peur mais je me suis dit "Ils n'auront pas mon sourire et mon énergie"... J'ai apprécié souvent, à mes côtés, la solidarité. Ecrire m'a aussi sauvée. » Parmi les soutiens, il y a son ami Hrant Dink⁽¹⁾, qui la traite gentiment d'insolente lorsqu'elle dit « peureux Arménien ». Pinar Selek dérange par ses analyses des mécanismes fondant le pou-

voir politique nationaliste, religieux et militariste en Turquie, en mettant en cause ses piliers, qu'il s'agisse de l'armée, des médias, de la négation du génocide arménien ou de la situation des Kurdes... Elle se vit cependant comme « un tout petit point dans un grand tableau » dans lequel « il y a l'horreur sans limites mais aussi la résistance », et elle puise, « dans la beauté des rencontres », dans son entourage à Nice et ailleurs⁽²⁾, « l'inspiration et la force de créer, le plaisir à tisser des liens dans les marges immenses qui se jouent des frontières ».

Philippe Laville,
membre du Comité
central de la LDH



The war guilt problem and the Ligue des droits de l'Homme, 1914-1944

Norman Ingram

Oxford University Press

février 2019

320 pages

Norman Ingram est un grand connaisseur du pacifisme français du premier XX^e siècle. Il s'est intéressé dans un second temps à la LDH dans l'entre-deux-guerres, à partir notamment de recherches à La contemporaine (ex-BDIC) et dans divers fonds, singulièrement en Allemagne.

Le présent ouvrage reprend la teneur de nombre de ses articles et donc sa thèse centrale. Aux yeux de l'historien canadien, la LDH aurait connu un déclin fatal jusqu'à la Seconde Guerre mondiale en raison de « contradictions internes » marquées par une politisation dont les origines remonteraient à la Grande Guerre. L'inscription politique de la LDH ne lui aurait ainsi plus permis de défendre les droits de l'Homme de manière absolument « impartiale et désintéressée ».

Que la LDH ait connu des crises, marquées par des oppositions en son sein, c'est avéré et avant

(1) Fondateur du journal *Agos*, premier hebdomadaire bilingue publié en turc et en arménien, associant des journalistes non arméniens, dont Pinar Selek. Poursuivi par la justice pour avoir évoqué le génocide de 1915, il est assassiné en 2007.

(2) Voir notamment <http://site.ldh-france.org/bedarieux/pinar-selek-a-bedarieux>.

même la Première Guerre mondiale, avec des errements comme lors de « l'affaire des fiches ». Que la question des « origines » du conflit et, plus largement, de la paix ait pesé sur ses débats, c'est clair, comme pour d'autres organisations comme le parti socialiste SFIO au demeurant. Mais affirmer que la LDH est « morte » avant même le pillage de son siège par les nazis puis son interdiction par Vichy, c'est plus que rapide. Certes, la LDH de 1940 n'est plus celle de son acmé, atteinte en 1932, lorsqu'elle rassemblait quelque cent soixante-dix-huit mille membres dans environ deux mille quatre cent cinquante sections et cent fédérations. Mais elle demeure une force de proposition et d'action, tant par des textes qu'elle a avancés – sur le fascisme, l'accueil des réfugiés, la justice fiscale, la démocratisation de l'école, la transparence de la presse, les garanties de la liberté individuelle, la modernisation de l'Etat... – que dans des contextes qu'elle a provoqués – de la formation de « Ligues sœurs » à la création de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH), participant ainsi à l'internationalisation des droits de l'Homme, ou des cartels antifascistes au Front populaire, œuvrant ainsi pour l'avancée des droits sociaux.

De manière paradoxale, dans cet ouvrage qui fourmille d'informations sûres sur telle ou telle figure de la LDH et de la paix, Norman Ingram ne souligne qu'en passant la culture politique, fondamentalement syncrétique, que l'association diffuse. S'il reprend avec bonheur la formule de Maurice Agulhon, considérant que la LDH « brought the Republic to the village »⁽¹⁾, il n'interroge jamais cet humanisme par les droits de l'Homme qu'elle porte et transporte, non sans limites, indubitablement, dès que les droits de l'Homme sont politiques.

Par ailleurs, au-delà de conclusions contestables, Norman

(1) La LDH « a apporté la République au village ».

(2) « Ecole national(ist)e de l'histoire de France ».

(3) Cette note critique est prolongée et approfondie dans un compte rendu paru dans la revue d'histoire de Sciences Po Paris (<https://www.histoire-politique.fr>).

Ingram refuse depuis plus d'une décennie de discuter avec une « *“national(ist)” school of French history* »⁽²⁾, qui arrive à des conclusions opposées aux siennes – quid des apports de Serge Berstein sur le « *fascisme français* », de Christophe Prochasson sur les intellectuels et la culture de la paix, de Pascal Ory sur la collaboration de gauche ? Ce silence ou cette méconnaissance de l'historiographie française se retrouvent à propos de l'histoire de la LDH : l'appareil critique reste fort limité sur ce point, alors que depuis quinze ans une quarantaine d'articles ont été publiés, un colloque international a été édité, une exposition avec catalogue a été montée, trois numéros d'*H&L* lui ont été consacrés, trois ouvrages ont été rédigés sur la section de Rennes, sans compter des mémoires de maîtrise, des thèses et même des PhD américains. Autant de déceptions sur cette absence de dialogue et d'invitations aux échanges, relancées ici et ailleurs⁽³⁾...

Emmanuel Naquet,
coresponsable du groupe
de travail LDH « Mémoires,
histoire, archives »



Nous le peuple

Film documentaire

Réalisation : Claudine Bories

et Patrice Chagnard

Distribution : Epicentre Films

Durée : 99'

En salle

Nous le peuple traite de la crise de la démocratie à travers la réappropriation des valeurs qui fondent la Constitution par des citoyens et citoyennes « ordinaires ». Les réalisateurs ont suivi trois groupes : un groupe de détenus de Fleury-Mérogis, un groupe de femmes de Villeneuve-Saint-Georges et un groupe de lycéens et lycéennes de Sarcelles, dans leurs participations à des ateliers consti-

tuants. Animés par une association d'éducation populaire Les Lucioles du Doc, ils ont pour objectif de rédiger ensemble une nouvelle Constitution qui donne aux citoyens et citoyennes une plus juste place dans les prises de décisions politiques.

On assiste à leurs côtés au processus d'écriture, à la mise en œuvre d'une intelligence collective qui passe par le langage, le travail sur les mots. C'est ainsi que le sens de la justice, de l'égalité, de la solidarité, du bonheur commun est réinterrogé.

Les deux animateurs des Lucioles du Doc, qui ont imaginé ce dispositif expérimental de dialogue par vidéo interposée, sont des « passeurs » et n'interviennent que pour faciliter les échanges. Conçu plusieurs mois auparavant, le film a été tourné entre janvier et juillet 2018, au moment même où l'Assemblée nationale examinait la réforme de la Constitution voulue par Emmanuel Macron. Une actualité qui crée une certaine dramaturgie...

Après six mois de travail, les groupes ont souhaité porter leur projet de Constitution devant la Commission des lois. La réponse négative, perçue comme méprisante, a poussé le groupe des femmes à répliquer, avec l'appui de quelques députés. La réflexion de l'atelier sera finalement portée jusque dans l'hémicycle, sous la forme d'un amendement de Danièle Obono (La France insoumise). Il sera brutalement balayé. Quelques jours après la fin du tournage, le gouvernement suspendait l'examen de sa réforme constitutionnelle. Deux mois plus tard, le mouvement des « gilets jaunes » commençait. D'une façon inattendue, le film se retrouve en pleine actualité.

Catherine Blangonnet,
LDH-Partenariat films